

# TRANSFORMATION DU GOUVERNEMENT ET DE LA SOCIÉTÉ- LA RÉVOLUTION POLITIQUE ET SOCIALE.

Le principe d'autorité, sur lequel a reposé jusqu'ici l'ordre politique et social, avait son fondement dans l'idée théocratique. La révolution religieuse entraîne pour conséquence la révolution politique et sociale.

L'autorité a eu son rôle à l'origine des sociétés.

Ce rôle a été indiqué très-nettement par un des pères du socialisme:

*«Si l'on observe la marche que suit l'éducation des individus, dit Saint-Simon, on remarque dans les écoles primaires l'action de gouverner comme étant la plus forte; et dans les écoles d'un rang plus élevé, on voit l'action de gouverner les enfants, diminuer toujours d'intensité, tandis que l'enseignement joue un rôle de plus en plus important. Il en a été de même pour l'éducation de la Société».*

L'émancipation de l'homme par la science doit donc clore définitivement le rôle social de l'autorité.

On a voulu expliquer et justifier l'autorité par le gouvernement paternel, et on a dit que la famille était l'embryon de la monarchie. Mais précisément l'autorité du père de famille, fondée sur l'infériorité et par suite sur la dépendance nécessaire des enfants, est essentiellement passagère et transitoire. L'autorité du père de famille doit cesser quand l'enfant est devenu un homme, et de plus elle impose au père le devoir rigoureux d'activer cette émancipation en développant les facultés de son enfant par l'éducation.

Pareillement le premier devoir des gouvernements doit être de contribuer à diminuer et à réduire leur autorité en employant tous leurs efforts à émanciper les peuples qui leur sont confiés; ils doivent préparer eux-mêmes leur propre abdication.

*«Du moment qu'une nation a fait reconnaître sa souveraineté, dit Proudhon, il n'y a plus en politique qu'une chose qui lui convienne, c'est que le*

*gouvernement, quelle qu'en soit la forme, travaille lui-même à développer l'action économique sur tous les points du pays, et à diminuer et réduire la sienne propre».*

Pour prémunir les esprits contre une source habituelle de préjugés et d'erreurs, il importe d'établir que la notion de la liberté moderne se distingue essentiellement de la notion de la liberté antique.

L'ordre nouveau qu'il s'agit de constituer ne peut avoir aucune analogie avec les républiques antiques pas plus qu'avec l'ancien régime.

La civilisation antique reposait sur la conquête, et la liberté des républiques grecque et romaine avait pour base l'esclavage.

Au début des sociétés, les hommes étaient en état de guerre, il n'y avait pas d'autre droit que le droit de la force; les soins de la défense devaient donc tenir une grande place dans les préoccupations générales: il importait avant tout d'assurer la sécurité du travail contre les tentatives des ennemis extérieurs.

On remit donc à certains hommes le soin de veiller à la préservation de la sûreté commune: on les investit du pouvoir d'exercer la police pour que l'on pût semer et recueillir en paix, et de la mission de prévenir les entreprises des ennemis du dehors. Telle a été l'origine première de l'établissement du gouvernement, et il était naturel que ceux dont le travail était ainsi garanti, donnassent un tribut sur leur travail à ceux qui étaient préposés à la défense commune. Ainsi s'est établie dans la société la distinction entre les fonctions gouvernantes et les fonctions industrielles.

Pour se rendre dignes de la mission dont ils étaient investis, pour occuper leur activité et aussi pour étendre leur pouvoir en augmentant les propriétés de la communauté, les premiers chefs des premières tribus ne devaient pas se borner à se

maintenir sur la défensive; ils se préoccupèrent de prendre à leur tour l'offensive. De là, la conquête et l'asservissement des vaincus, pour lesquels il n'était pas de droit et vis-à-vis desquels il n'y avait pas de devoir.

C'est ainsi que l'esclavage a fait son apparition dans le monde, et les vainqueurs songèrent à se décharger du travail sur leurs esclaves, en se réservant les fonctions politiques. Ce fut le point de départ de la distinction des classes, fondée sur le mépris du travail; les fonctions industrielles devinrent œuvre *servile*.

Le gouvernement perdit son caractère de délégation, et devint un attribut de supériorité; le tribut au lieu d'être accordé librement fut prélevé arbitrairement, ou plutôt les produits de la terre et du travail appartenaient en entier au maître, dont les travailleurs eux-mêmes étaient la propriété, la chose.

C'est ce régime qui a plus ou moins survécu et dont il s'agit d'extirper les derniers vestiges.

Aujourd'hui l'antagonisme entre les peuples n'existe plus; par conséquent le gouvernement a perdu sa raison d'être.

Il ne lui reste plus qu'un rôle éducatif à remplir, et puis il devra disparaître.

Le rôle de la politique sera fini, et la société, ramenée à son véritable principe, n'aura plus pour objet que des rapports industriels.

La substitution du régime industriel et économique au régime gouvernemental et politique, telle est l'idée qu'il s'agit de faire prévaloir, pour remplacer l'ancien despotisme et les anciens antagonismes par le règne définitif de la liberté et de la paix.

Cette idée qui est l'idée essentielle du socialisme a été indiquée avec une remarquable netteté par Saint-Simon:

*«L'espèce humaine a été appelée à vivre d'abord sous le régime gouvernemental et féodal;*

*Elle a été destinée à passer du régime gouvernemental ou militaire sous le régime administratif ou industriel, après avoir fait suffisamment de progrès dans les sciences positives et dans l'industrie;*

*Enfin elle a été soumise par son organisation à essuyer une crise longue et violente, lors de son passage du système militaire au système pacifique.*

*L'époque actuelle est une époque de transition».*

Voilà le vrai principe de la philosophie de l'his-

toire, qui nous révèle ce qu'est la Révolution, à laquelle Proudhon a assigné son véritable caractère, en disant que son objet était de substituer l'organisation des forces économiques à la hiérarchie des fonctions politiques.

Il ne s'agit plus maintenant de changer la forme du pouvoir, il faut en changer l'application. Le gouvernement ne doit plus être qu'une administration, et cette administration ne doit plus avoir pour objet des intérêts politiques, lesquels reposent uniquement sur l'antagonisme entre la liberté et l'autorité, mais des intérêts économiques et industriels.

La politique a eu son rôle dans l'époque de transition que nous traversons: ce rôle était de détruire le despotisme et de conquérir la liberté; mais une fois la liberté conquise, la mission de la politique est finie, et le parlementarisme, en perpétuant indéfiniment les antagonismes politiques, n'a pas d'autre résultat que d'entretenir une stérile agitation. Voilà pourquoi le parlementarisme doit se retirer devant le socialisme.

Cette transformation du gouvernement et de la société était entrevue par les révolutionnaires de 1789 qui avaient conscience de la portée de leur œuvre de régénération, et Mirabeau, avec cette profondeur de vue qui le caractérisait, déchirait les voiles de l'avenir dans un discours prononcé à l'Assemblée constituante, le 21 août 1790, sur les traités de la France avec l'Espagne:

*«Si nous devons nous conduire aujourd'hui d'après ce que nous serons un jour, s'écriait le grand orateur révolutionnaire, si franchissant l'intervalle qui sépare l'Europe de la destinée qui l'attend, nous pouvions donner, des ce moment, le signal de cette bienveillance universelle que prépare la reconnaissance des droits des nations, nous n'aurions pas même à délibérer sur les alliances ni sur la guerre. L'Europe aura-t-elle besoin de politique, lorsqu'il n'y aura plus ni despotes ni esclaves?*

*Il n'est pas loin de nous peut-être ce moment où la liberté, régnant sans rivale sur les deux mondes, réalisera le vœu de la philosophie, absoudra l'espèce humaine du crime de la guerre et proclamera la paix universelle. Alors le bonheur des peuples sera le seul but des législateurs, la seule force des lois, la seule gloire des nations; alors les passions particulières, transformées en vertus politiques, ne déchireront plus par des querelles sanglantes les mœurs de la fraternité qui doivent unir tous les peuples et tous les hommes; alors se consommera le pacte de la fédération du genre humain».*

**Auguste VERMOREL.**